



GARDONS LA RUE ET AMPLIFIONS LES GRÈVES, ALLONS CHERCHER LA VICTOIRE !

Le 28 mars, c'était la dixième journée de grève et de manifestations contre la réforme Macron : un peu moins de monde, moins de grévistes probablement, mais de l'avis général, la détermination des manifestants n'est pas entamée. Avec même des têtes nouvelles. Beaucoup de plus jeunes même si la participation de la jeunesse n'a pas été explosive non plus, ou pas encore, car de plus en plus d'universités et de lycées se mettent en mouvement. Et le niveau de participation reste très élevé, dans une multitude de villes du pays. La colère a encore déferlé dans la rue contre une réforme haïe, mais aussi contre un gouvernement au service des riches, contre sa politique qui est la même que celle de tous ceux qui l'ont précédé, contre le pouvoir de toute une classe d'exploiteurs. Une colère collective qui est désormais une force : oui, on peut les battre ! Oui, tout peut changer !

Panique dans les palais

Ce qui gonfle nos cœurs fait dérailler le leur. Macron avait parlé la veille à la télé, en insistant sur les « piliers républicains », la police et l'armée. Droit dans ses bottes ? Plutôt des grognements de peur. Une peur qui passe aussi sur la nuque du roi Charles, dont la visite en France est annulée pour cause de manifestations. Les banquets sous les ors de Versailles devront attendre ! Après le passage en force du 49.3, il ne reste au gouvernement que le dernier recours de la brutalité policière, aveu de faiblesse politique d'un pouvoir de plus en plus isolé. Insultes, attouchements lors de fouilles, tabassages, gazages, mutilations, arrestations visant des militants et militantes d'extrême gauche, et même des journalistes... Les blessés, parfois gravement, se multiplient. Ces techniques de violence d'État sont censées nous empêcher de nous mobiliser. Mais elles ne font qu'exciter toujours plus notre envie d'en découdre et notre révolte. Ils ne nous écoutent pas ? Eh bien, qu'ils dégagent tous !

Angoisse à tous les sommets

Monarques et présidents ne sont pas les seuls à être mal à l'aise face au débordement de colère des travailleurs et des classes populaires. Tous les amateurs d'ordre commencent à paniquer face à notre force collective et à la possibilité qu'elle s'exprime

hors des cadres préétablis. Dans un débat télévisé le 23 mars, François Ruffin et Sandrine Rousseau de la Nupes ont davantage appelé à la paix sociale qu'à la révolte, alors que Jordan Bardella du RN choisissait la carte du silence prudent pour pouvoir jouer sur tous les tableaux.

Chez les dirigeants de l'intersyndicale, le discours varie souvent ! Certes, sous l'impulsion du mouvement, ils ont appelé à une nouvelle journée de grève jeudi 6 avril. Mais d'un autre côté, pour eux, si Macron est coupable de quelque chose, c'est d'inciter à la révolte. Philippe Martinez dénonce ses « provocations ». Laurent Berger appelle à « calmer le jeu avant un drame » et à « mettre sur pause » la réforme. La réforme ou la mobilisation ? Alors que c'est le retrait total que nous voulons !

La force des travailleurs, c'est la grève !

Leurs solutions : miser sur le Conseil constitutionnel, ou bien en appeler à un référendum qui transformerait toutes nos revendications en une question fermée, dans la solitude de l'isoloir, au cours d'un processus qui durerait plus d'un an. Mais où est notre force ? Pas dans les salons des juristes, pas dans les urnes à la Saint-Glinglin ! Ce sont notre mobilisation et nos grèves, maintenant, qui font trembler le pouvoir. Le gouvernement en fait l'aveu à coup de flics et de réquisitions.

Pour déjouer ces périls, il nous faut nous organiser, discuter entre nous du mouvement, de nos revendications, de nos perspectives et de nos méthodes, nous retrouver en assemblées générales et en comités de grève, par entreprise et dans des coordinations qui les regroupent... Dans tous les cadres, formels et informels, qui peuvent nous permettre de discuter de politique, de notre lutte et de comment la prendre en main. Il faut grossir encore les manifestations, amplifier les grèves jusqu'à la grève générale.

La journée de mobilisation appelée par l'intersyndicale, jeudi 6 avril, devra être un levier pour isoler toujours plus le gouvernement, amplifier les grèves reconductibles, et pour imposer notre rythme et nos décisions à ce mouvement qui a déjà mis une énorme gifle à leur monde. Allons jusqu'à les mettre KO !



À LA FAC DE NANTERRE, LES VIGILES INSULTENT ET EMPÊCHENT LES GRÉVISTES DE S'ADRESSER AUX ÉTUDIANTS !

Jeudi 30 mars, une délégation de l'assemblée générale interprofessionnelle du 92 avait décidé de se rendre à l'université de Nanterre pour s'adresser aux étudiants et les inviter à rejoindre la mobilisation contre la réforme des retraites. Des enseignants, des postiers, des salariés du public et du privé accompagnés d'étudiants mobilisés se préparaient à faire une intervention dans un amphithéâtre, lorsque des vigiles de la fac ont tenté de les empêcher physiquement d'entrer dans la fac. Insultes et violences physiques, voici les méthodes d'une présidence de la fac qui se prétend opposée à la réforme des retraites.

Cette réaction ne fait que trahir sa peur que la grève ne contamine la jeunesse !

LE GOUVERNEMENT AURAIT-IL PEUR DE LA JEUNESSE ?

Alors que jeudi 23 mars la jeunesse a déferlé en masse dans les manifestations, le gouvernement s'est empressé d'annoncer quelques mesures en faveur des jeunes, espérant sans doute éteindre le feu de la mo-

bilisation dans ce secteur explosif.

La ministre de l'Enseignement supérieur, Sylvie Retailleau, a annoncé mercredi 29 mars une revalorisation du montant des bourses étudiantes à hauteur de plus de 500 millions d'euros. De son côté, l'Élysée a annoncé renoncer à rendre obligatoire le Service national universel (SNU) pour tous les jeunes.

Bon débarras pour ce service d'embrigadement dont personne ne voulait... mais pas sûr que cela suffira à faire rentrer les jeunes dans le rang !

AUCUNE SANCTION CONTRE SÉB, FACTEUR À GENNEVILLIERS !

Sebastien, facteur à Gennevilliers, est convoqué jeudi 6 avril en section disciplinaire de La Poste. Il encourt jusqu'à deux ans de suspension de fonction. Mais que lui reproche-t-on ?

Simplement d'avoir effectué des prises de parole syndicales dans les bureaux de poste ! Pour la direction de La Poste, s'adresser à ses collègues pour défendre des droits serait un crime ?!

Un rassemblement de soutien aura lieu jeudi 6 avril à 8h30 devant la direction départementale de La Poste à Nanterre.